

Emmanuel Todd

LA DÉFAITE DE L'OCCIDENT



Gallimard

LA DÉFAITE DE L'OCCIDENT

EMMANUEL TODD

avec la collaboration de

BAPTISTE TOUVEREY

LA DÉFAITE
DE L'OCCIDENT

nrf

GALLIMARD

© Éditions Gallimard, 2024.

Couverture : Illustration d'après © Fulpo / Stock..

Pour Georges

Assurés de connaître d'avance le secret de l'aventure inachevée, ils regardent la confusion des événements d'hier et d'aujourd'hui avec la prétention du juge qui domine les conflits et distribue souverainement les éloges et les blâmes. L'existence historique, telle qu'elle est authentiquement vécue, oppose des individus, des groupes, des nations aux prises pour la défense d'intérêts ou d'idées incompatibles. Ni le contemporain ni l'historien ne sont en mesure de donner sans réserves tort ou raison aux uns ou aux autres. Non que nous ignorions le bien et le mal, mais nous ignorons l'avenir et toute cause historique charrie des iniquités.

RAYMOND ARON,
L'Opium des intellectuels,
chapitre V : « Le sens de l'histoire »

Hier stehe ich, ich kann nicht anders.

(Je suis ici, et je ne peux faire autrement.)

MARTIN LUTHER
à la Diète de Worms, avril 1521

INTRODUCTION

Les dix surprises de la guerre

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine apparut sur les écrans de télévision du monde entier. Il annonça l'entrée des troupes russes en Ukraine. Son discours ne portait, fondamentalement, ni sur l'Ukraine, ni sur le droit à l'autodétermination des populations du Donbass. C'était un défi à l'OTAN. Poutine a expliqué pourquoi il ne voulait pas que la Russie soit surprise comme elle l'avait été en 1941, à trop attendre l'attaque inévitable : « L'extension continue des infrastructures de l'Alliance de l'Atlantique Nord et l'aménagement militaire du territoire de l'Ukraine sont pour nous inacceptables. » Une « ligne rouge » avait été franchie ; il n'était pas question de laisser se développer en Ukraine une « anti-Russie » ; il s'agissait, insistait-il, d'une action d'autodéfense.

Ce discours affirmant la validité historique et pour ainsi dire juridique de sa décision laissait transparaître avec un réalisme cruel un rapport de force technique qui lui était favorable. Si le moment était venu pour la Russie d'agir, c'est parce que la possession de missiles hypersoniques lui conférait une supériorité sur le plan stratégique. Le discours de Poutine, très construit, très posé

même s'il trahissait une certaine émotion, était parfaitement clair et, si rien n'obligeait à céder, il aurait tout de même mérité d'être discuté. Or, s'est immédiatement imposée la vision d'un Poutine incompréhensible et de Russes soit incompréhensibles, soit soumis, soit idiots. S'ensuivit une absence de débat qui a déshonoré la démocratie occidentale : totale dans deux pays, la France et le Royaume-Uni, relative en Allemagne et aux États-Unis.

Comme la plupart des guerres, surtout mondiales, celle-ci ne s'est pas déroulée comme prévu ; elle nous a déjà fourni beaucoup de surprises. J'en ai dénombré dix principales.

La première a été l'irruption de la guerre elle-même en Europe, une vraie guerre entre deux États, événement inouï pour un continent qui se croyait installé dans la paix perpétuelle.

La deuxième, ce sont les deux adversaires que cette guerre met en présence : les États-Unis et la Russie. Depuis plus d'une décennie, la Chine était désignée par l'Amérique comme son ennemi principal. L'hostilité à son égard était, à Washington, transpartisane et sans doute le seul point sur lequel républicains et démocrates parvenaient, ces dernières années, à s'accorder. Or, par Ukrainiens interposés, c'est à un affrontement entre les États-Unis et la Russie que nous participons.

Troisième surprise : la résistance militaire de l'Ukraine. Tout le monde s'attendait à ce qu'elle soit rapidement écrasée. S'étant forgé l'image enfantine et exagérée d'un Poutine démoniaque, beaucoup d'Occidentaux refusèrent de voir que la Russie n'avait envoyé que 100 000 à 120 000 hommes en Ukraine, pays de 603 700 km². À titre de comparaison, en 1968, pour envahir la Tchécoslo-

vaquie, pays de 127 900 km², l'URSS et ses satellites du pacte de Varsovie en avaient envoyé 500 000.

Mais les plus surpris ont été les Russes eux-mêmes. Dans leur esprit, comme dans celui de la plupart des Occidentaux informés, et, à vrai dire, dans la réalité, l'Ukraine était ce qu'on appelle techniquement un *failed state*, un État failli. Depuis son indépendance, en 1991, elle avait perdu peut-être 11 millions d'habitants par émigration et baisse de la fécondité. Elle était dominée par des oligarques ; la corruption y atteignait des niveaux insensés ; le pays et ses habitants semblaient à vendre. À la veille de la guerre, l'Ukraine était devenue la terre promise de la gestation pour autrui (GPA) à bon marché.

L'Ukraine avait certes été équipée en missiles antichar Javelin par l'OTAN, elle disposait, dès le début de la guerre, des systèmes d'observation et de guidage américains, mais la farouche résistance d'un pays en décomposition pose un problème historique. Ce que personne ne pouvait prévoir, c'est qu'il allait trouver dans la guerre une raison de vivre, une justification de sa propre existence.

La quatrième surprise a été la résistance économique de la Russie. On nous avait annoncé que les sanctions, en particulier l'exclusion des banques russes du système d'échanges interbancaires Swift, allaient mettre le pays à genoux. Mais si quelques esprits curieux, dans notre personnel politique et journalistique, avaient pris le temps de lire l'ouvrage de David Teurtrie, *Russie. Le retour de la puissance*, publié quelques mois avant la guerre, cette foi ridicule en notre toute-puissance financière nous eût été épargnée¹. Teurtrie montre que les Russes s'étaient adap-

1. David Teurtrie, *Russie. Le retour de la puissance*, Dunod, 2021.

tés aux sanctions de 2014 et préparés à être autonomes dans le domaine informatique et bancaire. On découvre dans ce livre une Russie moderne et, bien éloignée de l'autocratie néostalinienne rigide que la presse nous dépeint jour après jour, capable d'une grande flexibilité technique, économique et sociale – bref, un adversaire à prendre au sérieux.

Cinquième surprise : l'effondrement de toute volonté européenne. L'Europe, c'était au départ le couple franco-allemand, qui, depuis la crise de 2007-2008, avait certes pris des allures de mariage patriarcal, avec une Allemagne en époux dominateur n'écouter plus ce que lui dit sa compagne. Mais même sous hégémonie allemande, l'Europe gardait, pensait-on, une certaine autonomie. Or, malgré quelques réticences au début, outre-Rhin, dont les hésitations du chancelier Scholz, l'Union européenne a très vite abandonné toute velléité de défendre ses propres intérêts ; elle s'est coupée de son partenaire énergétique et (plus généralement) commercial russe, se sanctionnant elle-même de plus en plus durement. L'Allemagne a accepté sans broncher le sabotage des gazoducs Nord Stream, qui assuraient en partie son approvisionnement énergétique, un acte terroriste dirigé contre elle autant que contre la Russie, perpétré par son « protecteur » américain, associé pour l'occasion à la Norvège, un pays n'appartenant pas à l'Union. L'Allemagne a même réussi à ignorer l'excellente enquête de Seymour Hersh sur cet événement incroyable, mettant en cause l'État qui se présente comme le garant indispensable de l'ordre international. Mais nous avons aussi vu la France d'Emmanuel Macron se vaporiser sur la scène internationale, tandis que la Pologne devenait l'agent principal de Washington dans l'Union européenne,

succédant dans ce rôle au Royaume-Uni devenu extérieur à l'Union par la grâce du Brexit. Sur le continent, globalement, à l'axe Paris-Berlin s'est substitué un axe Londres-Varsovie-Kiev piloté de Washington. Cette évanescence de l'Europe en tant qu'acteur géopolitique autonome a de quoi laisser perplexe si l'on se souvient que, il y a à peine vingt ans, l'opposition conjointe de l'Allemagne et de la France à la guerre d'Irak avait conduit à des conférences de presse communes du chancelier Schröder, du président Chirac et du président Poutine.

La sixième surprise de la guerre aura été le surgissement du Royaume-Uni en roquet antirusse et en mouche du coche de l'OTAN. Relayé par la presse occidentale, son Ministry of Defence (MoD) est immédiatement apparu comme l'un des commentateurs les plus excités du conflit, au point de faire passer les néoconservateurs américains pour des militaristes tièdes. Le Royaume-Uni a voulu être le premier à envoyer à l'Ukraine des missiles à longue portée et des chars lourds.

Ce bellicisme a touché, de manière tout aussi bizarre, la Scandinavie, qui avait longtemps été de tempérament pacifique et plus portée à la neutralité qu'au combat. Nous trouvons donc une septième surprise, également protestante, annexe à la fébrilité britannique, en Europe du Nord. Norvège et Danemark sont des relais militaires tout à fait importants des États-Unis, tandis que la Finlande et la Suède, en adhérant à l'OTAN, révèlent un intérêt nouveau pour la guerre, dont nous verrons qu'il préexistait à l'invasion russe de l'Ukraine.

La huitième surprise est la plus... surprenante. Elle est venue des États-Unis, la puissance militaire dominante. Après une lente montée, l'inquiétude s'est officiellement

manifestée au mois de juin 2023 dans de nombreux rapports et articles dont la source originelle était le Pentagone : l'industrie militaire américaine est déficiente ; la superpuissance mondiale est incapable d'assurer l'approvisionnement en obus – ou en n'importe quoi d'ailleurs – de son protégé ukrainien. C'est un phénomène tout à fait extraordinaire quand on sait qu'à la veille de la guerre les produits intérieurs bruts (PIB) combinés de la Russie et de la Biélorussie représentaient 3,3 % du PIB occidental (États-Unis, Canada, Europe, Japon, Corée). Ces 3,3 % capables de produire plus d'armes que le monde occidental posent un double problème : d'abord à l'armée ukrainienne qui perd la guerre, faute de moyens matériels ; ensuite à la science reine de l'Occident, l'économie politique, dont le caractère – osons le mot – bidon est ainsi révélé au monde. Le concept de produit intérieur brut est périmé et nous devons désormais réfléchir sur le rapport de l'économie politique néolibérale à la réalité.

Neuvième surprise, la solitude idéologique de l'Occident et l'ignorance où il était de son propre isolement. S'étant habitués à édicter les valeurs auxquelles le monde doit souscrire, les Occidentaux s'attendaient, sincèrement, bêtement, à ce que la planète entière partage leur indignation face à la Russie. Ils ont déchanté. Le premier choc de la guerre passé, on a vu apparaître un peu partout un soutien de moins en moins discret à la Russie. On pouvait s'attendre à ce que la Chine, désignée par les Américains comme le prochain adversaire sur leur liste, ne soutienne pas l'OTAN. Notons, toutefois, que, des deux côtés de l'Atlantique, les commentateurs, aveuglés par leur narcissisme idéologique, ont pendant plus d'un an réussi à envisager sérieusement que la Chine puisse ne pas soute-

nir la Russie. Le refus de l'Inde de s'impliquer a encore plus déçu, sans doute, au fond, parce que l'Inde est la plus grande démocratie au monde, et que cela fait un peu désordre pour le camp des « démocraties libérales ». On s'est rassuré en se disant que c'était parce que l'équipement militaire indien était largement d'origine soviétique. Dans le cas de l'Iran, qui a vite fourni des drones à la Russie, les commentateurs de l'actualité immédiate n'ont pas pris la mesure de ce que signifiait ce rapprochement. Habités à mettre les deux pays dans le même sac, celui des forces du mal, les géopoliticiens amateurs des médias et d'ailleurs avaient oublié à quel point leur alliance n'allait pas de soi. Historiquement, l'Iran avait deux ennemis : l'Angleterre, remplacée par les États-Unis après la chute de l'Empire britannique, et... la Russie. Ce revirement aurait dû alerter sur l'ampleur du bouleversement géopolitique en cours. La Turquie, elle, membre de l'OTAN, semble engagée de plus en plus dans une relation étroite avec la Russie de Poutine, relation qui mêle désormais, autour de la mer Noire, une vraie compréhension à la rivalité. Vu d'Occident, la seule interprétation envisagée était que ces confrères dictateurs avaient évidemment des aspirations communes. Mais, depuis qu'Erdogan a été démocratiquement réélu en mai 2023, cette ligne est devenue difficile à tenir. En vérité, après un an et demi de guerre, c'est l'ensemble du monde musulman qui semble considérer la Russie comme un partenaire plutôt que comme un adversaire. Il est de plus en plus clair que l'Arabie saoudite et la Russie se considèrent mutuellement, pour gérer la production et le prix du pétrole, comme des associées économiques plutôt que comme des adversaires idéologiques. Plus globalement, jour après jour, la dynamique

économique de la guerre a fait croître l'hostilité à l'Occident dans le monde en développement, parce que celui-ci souffre des sanctions.

La dixième et dernière surprise est en train de se matérialiser. C'est la défaite de l'Occident. On s'étonnera d'une telle affirmation alors que la guerre n'est pas terminée. Mais cette défaite est une certitude parce que l'Occident s'autodétruit plutôt qu'il n'est attaqué par la Russie.

Élargissons notre perspective et échappons un instant à l'émotion que suscite légitimement la violence de la guerre. Nous sommes à l'âge d'une globalisation achevée, dans les deux sens du mot : maximale et terminée. Essayons d'avoir une vision géopolitique : la Russie, en réalité, n'est pas le problème principal. Trop vaste pour une population décroissante, elle serait bien incapable de prendre le contrôle de la planète et ne le désire nullement ; c'est une puissance normale dont l'évolution n'a rien de mystérieux. Aucune crise russe ne déstabilise l'équilibre mondial. C'est bien une crise occidentale et plus spécifiquement américaine, terminale, qui met en péril l'équilibre de la planète. Ses vagues les plus périphériques sont allées buter sur un môle de résistance russe, sur un État-nation classique et conservateur.

★

Dès le 3 mars 2022, une semaine à peine après le début de la guerre, John Mearsheimer, professeur de géopolitique à l'université de Chicago, présentait une analyse des événements dans une vidéo qui a fait le tour du monde. Elle avait l'intéressante particularité d'être très compatible avec la vision de Vladimir Poutine et d'accepter

l'axiome d'une pensée russe intelligente et compréhensible. Mearsheimer est ce qu'on appelle en géopolitique un « réaliste », membre d'une école de pensée qui conçoit les relations internationales comme une combinaison de rapports de force égoïstes entre États-nations. Son analyse peut se résumer ainsi : la Russie nous répétait depuis de longues années qu'elle ne tolérerait pas que l'Ukraine adhère à l'OTAN. Or, l'Ukraine, dont l'armée avait été reprise en main par des conseillers militaires de l'Alliance, américains, britanniques et polonais, était en train d'en devenir membre *de facto*. Les Russes ont donc fait ce qu'ils avaient annoncé, ils sont entrés en guerre. C'est au fond notre surprise qui était surprenante.

Mearsheimer ajoutait que la Russie gagnerait la guerre, parce que l'Ukraine était pour elle une question existentielle, mais – sous-entendu – pas pour les États-Unis ; Washington ne jouait que pour des gains à la marge, 8 000 kilomètres au loin. Il en déduisait que nous aurions tort de nous réjouir si les Russes se heurtaient à des difficultés militaires car celles-ci les mèneraient inévitablement à investir davantage dans la guerre. L'enjeu étant existentiel pour les uns, mais pas pour les autres, la Russie l'emporterait.

On ne peut qu'admirer le courage intellectuel et social de Mearsheimer (il est américain). Son interprétation, limpide, développant une pensée qu'il avait exprimée dans ses livres ou lors de l'annexion de la Crimée en 2014, présente toutefois un défaut majeur : elle ne permet de comprendre que le comportement des Russes. Comme nos exégètes de plateaux télé, qui n'ont vu dans l'attitude de Poutine que folie meurtrière, Mearsheimer ne voit dans l'action de l'OTAN – des Américains, des Bri-

tanniques, des Ukrainiens – qu’irrationalité et irresponsabilité. Je suis bien d’accord avec lui, mais c’est un peu court. Encore faut-il expliquer cette irrationalité occidentale. Plus grave, il n’a pas compris que les performances militaires de l’Ukraine ont, paradoxalement, entraîné les États-Unis dans un piège. Ils ont désormais, eux aussi, un problème de survie, très au-delà de possibles gains à la marge, une situation périlleuse qui les a conduits à réinvestir sans cesse dans la guerre. Me vient à l’esprit l’image d’un joueur de poker entraîné par un copain à renchérir et qui finira par faire tapis avec une paire de deux. Face à lui, un joueur d’échecs perplexe, mais qui gagne.

Dans ce livre, je vais évidemment décrire et tenter de comprendre ce qui se joue en Ukraine, et avancer des hypothèses sur ce qui risque de survenir non seulement en Europe mais dans le monde. J’ai aussi pour but de percer le mystère fondamental que constitue l’incompréhension mutuelle des deux protagonistes : d’un côté, un camp occidental qui pense que Poutine est fou, et la Russie avec lui, de l’autre, une Russie ou un Mearsheimer qui, au fond d’eux-mêmes, pensent que ce sont les Occidentaux qui sont fous.

Poutine et Mearsheimer n’appartiennent pas au même camp et ils auraient sans doute bien du mal à s’accorder sur des valeurs communes. Si leurs visions sont malgré tout compatibles, c’est parce qu’ils partagent la même représentation élémentaire d’un monde constitué d’États-nations. Ces États-nations, détenteurs en interne du monopole de la violence légitime, assurent la paix civile en leur sein. On peut alors parler d’États wébériens. Mais sur le plan extérieur, parce qu’ils survivent dans un envi-

ronnement où seuls importent les rapports de force, ces États se conduisent en agents hobbesiens¹.

Ce qui définit le mieux la conception russe de l'État-nation est la notion de souveraineté, « comprise, nous apprend Tatiana Kastouéva-Jean, comme la capacité de l'État à définir d'une manière indépendante ses politiques intérieure et étrangère, sans aucune ingérence ou influence extérieures² ». Cette notion « a acquis une valeur toute particulière au fil des présidences successives de Vladimir Poutine ». Elle est « mentionnée dans de multiples documents et discours officiels comme le bien le plus précieux que possède un pays quels que soient son régime et ses orientations politiques ». Elle est « un bien rare dont ne disposent que quelques États, au premier rang desquels figurent les États-Unis, la Chine et la Russie elle-même. En revanche, les écrits et discours les plus officiels évoquent avec mépris la “vassalisation” des pays de l'Union européenne à l'égard de Washington ou décrivent l'Ukraine comme un “protectorat” américain ».

Dans *The Great Delusion*, qui date de 2018, Mearsheimer pense lui aussi en termes d'États-nations et de souveraineté. Pour lui, l'État-nation, ce n'est pas juste l'État, ou la nation décrite de façon abstraite³. C'est un État et une nation, certes, mais ancrés dans une culture, et possédant des valeurs communes. Cette vision, somme toute tradi-

1. Weber définit l'État par son monopole de la violence légitime ; Hobbes présente l'état de nature comme une guerre de tous contre tous.

2. Tatiana Kastouéva-Jean, « La souveraineté nationale dans la vision russe », *Revue Défense nationale*, n° 848, mars 2022, p. 26-31.

3. Publié par Yale University Press : nous ne sommes donc pas à la périphérie du système américain.

tionnelle, et qui tient compte de l'épaisseur anthropologique et historique du monde, est présentée dans ce livre, assenée serait-on tenté de dire, sur un mode axiomatique.

Le propre d'un axiome, ou postulat, c'est qu'on peut en déduire des théorèmes, mais que lui-même n'est pas démontrable. Il présente cependant un degré de vraisemblance tel qu'on le considère comme acquis. Prenons le cinquième postulat d'Euclide : par un point donné on ne peut faire passer qu'une seule parallèle à une droite donnée. Il n'est pas démontrable et les mathématiques post-euclidiennes, avec Riemann et Lobatchevski, sont parties d'un axiome différent. Mais, tout de même, pour le sens commun, le cinquième postulat d'Euclide est très convaincant. De même, dire qu'il existe des États-nations enracinés dans des cultures diverses constitue un axiome qui, même s'il est assené à répétition de manière un peu dogmatique comme le fait Mearsheimer, présente un haut degré de vraisemblance. Après tout, le monde issu des grandes vagues de décolonisation de la seconde moitié du xx^e siècle s'est organisé en États qui ne pouvaient imaginer autre chose que de tenter de devenir des nations. Il suffit de regarder la composition de l'ONU pour s'en convaincre.

Cet axiome pose un problème : il aveugle Mearsheimer tout comme il aveugle les Russes ; il les met, vis-à-vis des gouvernements occidentaux, dans une posture d'incompréhension qui est symétrique de celle des Occidentaux vis-à-vis de la Russie. Dans son discours d'introduction à la guerre du 24 février 2022, Poutine a qualifié l'Amérique et ses alliés d'« empire du mensonge », une appellation pour le coup très éloignée du réalisme stratégique et qui évoque plutôt un adversaire égaré dans un état psychique

mal défini. Quant à Mearsheimer, rappelons que son livre s'intitule *The Great Delusion*. Plus fort qu'illusion, *Delusion* renvoie éventuellement à la psychose ou à la névrose. Le sous-titre du livre est *Liberal Dreams and International Realities*. Le projet américain d'expansion « libérale » est présenté comme un rêve et, face à ce rêve, il y a une réalité dont Mearsheimer serait le mandataire. Il traite les néoconservateurs qui ont fini par dominer l'establishment géopolitique américain comme nous traitons Poutine : il les psychiatrise.

Ce que Poutine, praticien des rapports internationaux, pressent par son expression d'« empire du mensonge » mais ne parvient pas à définir complètement et ce que Mearsheimer, théoricien des rapports internationaux, refuse carrément de voir est une vérité toute simple : à l'Ouest, l'État-nation n'existe plus.

Dans ce livre, je proposerai une interprétation pour ainsi dire post-euclidienne de la géopolitique mondiale. Elle ne prendra pas pour acquis l'axiome d'un monde d'États-nations. Utilisant au contraire l'hypothèse de leur disparition en Occident, elle rendra compréhensible le comportement des Occidentaux.

★

Le concept d'État-nation présuppose l'appartenance des diverses strates de la population d'un territoire à une culture commune, au sein d'un système politique qui peut être indifféremment démocratique, oligarchique, autoritaire, totalitaire. Pour être applicable, il exige aussi que le territoire en question jouisse d'un degré minimal d'autonomie économique ; cette autonomie n'exclut pas, bien

entendu, les échanges commerciaux, mais ceux-ci doivent, dans la moyenne ou la longue durée, être à peu près équilibrés. Un déficit systématique rend le concept d'État-nation caduc puisque l'entité territoriale considérée ne peut survivre que par la perception d'un tribut ou d'une prébende venus de l'extérieur, sans contrepartie. À lui seul, ce critère nous permet d'affirmer, avant même l'analyse en profondeur des chapitres 4 à 10, que la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, dont le commerce extérieur n'est plus jamais équilibré, mais toujours déficitaire, ne sont plus complètement des États-nations.

Un État-nation qui marche correctement suppose par ailleurs une structure de classes spécifique, incluant des classes moyennes comme centre de gravité, donc plus qu'une simple bonne entente entre l'élite dirigeante et la masse. Soyons encore plus concret et insérons les groupes sociaux dans l'espace géographique. Dans l'histoire des sociétés humaines, les classes moyennes animent, avec d'autres groupes, un réseau urbain. C'est grâce à une hiérarchie urbaine concrète, peuplée d'une classe moyenne éduquée et différenciée, que peut apparaître l'État, système nerveux de la nation. Nous verrons à quel point le développement tardif, heurté, tragique des classes moyennes urbaines en Europe orientale est un facteur explicatif central de son histoire jusqu'à la guerre d'Ukraine. Nous verrons aussi comment la destruction des classes moyennes a contribué à la désintégration de l'État-nation américain.

L'idée d'un État-nation ne pouvant fonctionner que grâce à des classes moyennes fortes qui irriguent et nourrissent l'État rappelle fortement la Cité équilibrée d'Aristote. Voici comment celui-ci parle des classes moyennes dans sa *Politique* :

Mais le législateur doit toujours dans sa constitution faire une place à la classe moyenne : s'il établit ses lois oligarchiques, il ne perdra pas de vue la classe moyenne ; si ses lois sont démocratiques, il doit se la concilier par ses lois. Partout où la classe moyenne l'emporte numériquement sur les deux extrêmes ensemble ou sur l'un des deux seul, on peut avoir là un gouvernement stable. Aucune crainte, en effet, de voir jamais les riches unir leurs voix à celle des pauvres contre la classe moyenne : jamais aucun des deux groupes n'acceptera d'être l'esclave de l'autre et, s'ils cherchent une forme de gouvernement qui serve mieux l'intérêt commun, ils n'en trouveront aucune autre que celle-ci, car ils ne supporteraient pas, à cause de leur méfiance mutuelle, de ne commander qu'à tour de rôle ; partout, en effet, celui qui inspire le plus de confiance, c'est l'arbitre ; or l'arbitre ici, c'est l'homme qui a une position moyenne¹.

Continuons, sans aspirer à aucune originalité, notre inventaire des concepts dont l'articulation permet l'existence même de l'État-nation. Sans conscience nationale, par définition, plus d'État-nation, mais nous frôlons ici la tautologie.

Dans le cas de l'Union européenne, un dépassement de la nation est assez facile à admettre puisqu'il est au cœur même du projet, même si la forme qu'il a prise n'est pas celle qui avait été prévue. Ce qui est curieux, c'est la prétention des élites européennes à faire coexister le dépassement de la nation et sa persistance. Dans le cas des États-Unis, aucun dépassement de la nation

1. Aristote, *Politique*, Les Belles Lettres, 1989, t. II, p. 174.

n'est officiellement projeté. Pourtant, on le verra, le système américain, même s'il a réussi à soumettre l'Europe, souffre spontanément du même mal qu'elle : la disparition d'une culture nationale partagée par la masse et les classes dirigeantes. L'implosion, par étapes, de la culture WASP – blanche, anglo-saxonne et protestante – depuis les années 1960 a créé un empire privé de centre et de projet, un organisme essentiellement militaire dirigé par un groupe sans culture (au sens anthropologique) qui n'a plus comme valeurs fondamentales que la puissance et la violence. Ce groupe est généralement désigné par l'expression « néocons ». Il est assez étroit mais se meut dans une classe supérieure atomisée, anomique, et il a une grande capacité de nuisance géopolitique et historique.

L'évolution sociale des pays occidentaux a induit un rapport difficile des élites à la réalité. Mais on ne peut se contenter de classer les actes « post-nationaux » comme fous ou incompréhensibles ; ces phénomènes ont une logique. C'est un autre monde, un espace mental nouveau que nous devons définir, étudier, comprendre.

Revenons à Mearsheimer et à sa vidéo capitale du 3 mars 2022. Il y prévoyait, ai-je dit, une inévitable victoire des Russes parce qu'à leurs yeux la question ukrainienne est existentielle alors qu'elle ne le serait pas pour les États-Unis. Mais si l'on se débarrasse de l'idée que les États-Unis sont un État-nation et qu'on accepte de voir que le système américain est devenu tout à fait autre chose ; que le niveau de vie des Américains dépend d'importations que des exportations ne couvrent plus ; que l'Amérique n'a plus de classe dirigeante nationale au sens classique ; qu'elle n'a même plus de culture centrale bien définie mais qu'y subsiste une gigantesque méca-

nique étatique et militaire, d'autres issues deviennent envisageables que le simple repli d'un État-nation qui assumerait, après ses retraits du Vietnam, d'Irak et d'Afghanistan, une énième défaite en Ukraine, par Ukrainiens interposés.

Faut-il voir dans les États-Unis, plutôt qu'un État-nation, un État impérial ? Beaucoup l'ont fait. Les Russes eux-mêmes ne s'en privent pas. Ce qu'ils appellent « Occident collectif », au sein duquel les Européens ne sont que des vassaux, est un genre de système impérial pluraliste. Mais utiliser le concept d'empire exige l'observance de certains critères : un centre dominant et une périphérie dominée. Ce centre est censé posséder une culture commune des élites ainsi qu'une vie intellectuelle raisonnable. Ce n'est plus le cas, on le verra, aux États-Unis.

État *bas-impérial*, alors ? Le parallèle entre les États-Unis et la Rome de l'Antiquité a de quoi séduire. M'y étant essayé dans *Après l'empire*, je notais que Rome, en se rendant maîtresse de l'ensemble du bassin méditerranéen et en y improvisant une sorte de première *globalisation*, avait, elle aussi, liquidé sa classe moyenne¹. L'afflux massif en Italie de blé, de produits manufacturés et d'esclaves y avait détruit la paysannerie et l'artisanat, d'une manière qui n'est pas sans rappeler celle dont la classe ouvrière américaine a succombé à l'afflux de produits chinois. Dans les deux cas, en forçant un peu le trait, on peut dire qu'a émergé une société polarisée entre une plèbe économiquement inutile et une ploutocratie préda-

1. Emmanuel Todd, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, 2002 ; voir rééd. « Folio actuel », avec une postface inédite de l'auteur, 2004, p. 94-95.

trice. La voie d'une longue décadence était désormais tracée et, malgré quelques sursauts, inéluctable.

Le qualificatif « bas-impérial » n'est néanmoins pas satisfaisant en raison de la nouveauté de beaucoup d'éléments actuels : l'existence d'Internet, la vitesse des évolutions (incomparable) et la présence autour des États-Unis de ces nations géantes que sont la Russie et la Chine (l'Empire romain n'avait pas de voisins comparables ; Perse lointaine mise à part, il était pour ainsi dire seul dans son monde). Enfin, différence fondamentale : le Bas-Empire a vu l'établissement du christianisme. Or, l'une des caractéristiques essentielles de notre époque est la disparition complète du substrat chrétien, un phénomène historique crucial qui, justement, explique la pulvérisation des classes dirigeantes américaines. Nous y reviendrons longuement : le protestantisme, qui, pour une bonne part, avait fait la force économique de l'Occident, est mort. Phénomène aussi massif qu'invisible, vertigineux même dès lors qu'on y songe un peu, nous verrons qu'il est l'une des clés, si ce n'est *la* clé explicative décisive des turbulences mondiales actuelles.

Pour revenir à notre tentative de classification, je serais tenté de parler, concernant les États-Unis et leurs dépendances, d'État *post-impérial* : si l'Amérique conserve la machinerie militaire de l'empire, elle n'a plus en son cœur une culture porteuse d'intelligence et c'est pourquoi elle se livre en pratique à des actions irréfléchies et contradictoires telles qu'une expansion diplomatique et militaire accentuée dans une phase de contraction massive de sa base industrielle – sachant que « guerre moderne sans industrie » est un oxymore.

J'observe depuis 2002 (année d'*Après l'empire*) l'évo-

lution des États-Unis. J'avais alors espéré qu'ils revien-
draient à une forme d'État-nation géant, ce qu'ils étaient
dans leur phase impériale positive des années 1945-1990,
face à l'URSS. Je dois aujourd'hui, actant la mort du pro-
testantisme, admettre que cette reviviscence est impos-
sible, ce qui ne fait au fond que vérifier un phénomène
historique assez général : la non-réversibilité de la plu-
part des processus fondamentaux. Ce principe s'applique
ici à plusieurs champs essentiels : à la séquence « stade
national, puis impérial puis post-impérial » ; à l'extinc-
tion religieuse, qui a fini par entraîner la disparition de la
moralité sociale et du sentiment collectif ; à un processus
d'expansion géographique centrifuge se combinant à une
désintégration du cœur originel du système. La hausse de
la mortalité américaine, spécifiquement dans les États de
l'intérieur républicain ou trumpiste, au moment même où
des centaines de milliards de dollars courent vers Kiev,
est caractéristique de ce processus.

Dans *La Chute finale* (1976) et dans *Après l'empire* (2002)
(deux livres qui spéculaient sur des effondrements systé-
miques à venir), j'avais utilisé des représentations « ratio-
nalisantes » de l'histoire humaine et de l'activité des États¹.
Dans *Après l'empire*, par exemple, j'interprétais l'agita-
tion diplomatique et militaire des États-Unis comme du
« micromilitarisme théâtral », posture visant à donner,
pour un coût raisonnable, l'impression que l'Amérique
restait indispensable au monde après la chute de l'Union
soviétique. C'était au fond leur supposer un objectif de
puissance rationnel. Dans ce livre, je garderai bien sûr les

1. Emmanuel Todd, *La Chute finale. Essai sur la décomposition de la
sphère soviétique*, Robert Laffont, 1976 ; nouvelle édition augmentée, 1990.

éléments qui relèvent de la géopolitique classique : niveau de vie, force du dollar, mécanismes d'exploitation, rapports de force militaires objectifs, un univers à peu près rationnel en surface. La question du niveau de vie américain et du risque que lui ferait courir un effondrement systémique sera très présente. Mais j'abandonnerai l'hypothèse exclusive d'une raison raisonnable et proposerai une vision élargie de la géopolitique et de l'histoire, intégrant mieux ce qui est absolument irrationnel en l'homme, notamment ses besoins spirituels.

Les chapitres qui suivent traiteront donc aussi de la matrice religieuse des sociétés, des solutions que l'homme s'est efforcé de trouver au mystère de sa condition et à son caractère difficilement acceptable ; des tourments que peut provoquer la désagrégation terminale de la matrice religieuse chrétienne en Occident et, particulièrement, de la variante protestante. Tout dans ses effets ne sera pas présenté comme négatif et ce livre n'est pas d'un pessimisme radical. Mais on verra apparaître un « nihilisme » qui nous occupera beaucoup. Ce que j'appellerai l'« état religieux zéro » va produire, dans certains cas, les pires, une déification du vide.

J'utiliserai le mot « nihilisme » dans une acception qui n'est pas forcément la plus commune, et qui rappellera plutôt – et ce n'est pas un hasard – le nihilisme russe du XIX^e siècle. C'est sur une base nihiliste que l'Amérique et l'Ukraine se sont associées même si ces deux nihilismes résultent concrètement de dynamiques assez différentes. Le nihilisme, tel que je l'entends, comporte deux dimensions fondamentales. La plus visible est la dimension physique : une pulsion de destruction des choses et des hommes, notion parfois très utile quand on étudie la

guerre. La seconde dimension est conceptuelle mais non moins essentielle, surtout lorsque l'on réfléchit au destin des sociétés, au caractère réversible ou non de leur déclin : le nihilisme tend alors irrésistiblement à détruire la notion même de vérité, à interdire toute description raisonnable du monde. Cette seconde dimension rejoint, d'une certaine manière, l'acception la plus commune du mot, qui le définit comme un amoralisme découlant d'une absence de valeurs. Ayant un tempérament scientifique, j'ai beaucoup de mal à distinguer les deux couples que forment le bien et le mal, le vrai et le faux ; à mes yeux, ces paires conceptuelles se confondent.

★

Deux mentalités se trouvent ainsi confrontées. D'un côté, le réalisme stratégique des États-nations, de l'autre, la mentalité post-impériale, émanation d'un empire en désintégration. Aucune des deux ne saisit toute la réalité puisque la première n'a pas compris que l'Occident n'était plus constitué d'États-nations, qu'il est devenu autre chose ; et que la seconde est devenue imperméable à l'idée de souveraineté nationale. Mais les prises sur la réalité de l'une et de l'autre ne sont pas équivalentes et l'asymétrie joue en faveur de la Russie.

Comme l'a montré Adam Ferguson, homme des Lumières écossaises, dans son *Essay on the History of Civil Society* (1767), les groupes humains n'existent pas en eux-mêmes, mais toujours par rapport à d'autres groupes humains équivalents. Sur la plus minuscule et la plus lointaine des îles, explique-t-il, pour peu qu'elle soit habitée, on trouvera toujours deux groupes humains qui se font

face. La pluralité des systèmes sociaux est consubstantielle à l'humanité et ces systèmes s'organisent les uns contre les autres. « Les titres de concitoyens et de compatriotes, a écrit Ferguson, s'ils ne s'opposaient à ceux d'étranger et d'allogène [...] tomberaient en désuétude et perdraient leur signification. Nous aimons les individus pour leurs qualités personnelles ; mais nous aimons notre pays en tant qu'il est un parti dans les divisions de l'humanité [...]»¹. »

L'émergence de la France et de l'Angleterre en offre une splendide illustration. Au cours du Moyen Âge, ces deux productions étatiques de la vallée de la Seine vont se définir l'une contre l'autre. Ensuite, pour nous autres Français, l'adversaire de substitution aura été l'Allemagne, principale rivale aussi, on l'oublie, de l'Angleterre à la veille de la guerre de 1914.

L'une des thèses clés de Ferguson est que la moralité interne d'une société a un rapport avec son immoralité externe. C'est l'hostilité à un autre groupe qui fait qu'on est solidaire du sien. « Sans la rivalité des nations et la pratique de la guerre, écrit-il, la société civile elle-même aurait difficilement pu trouver un objet ou une forme². » Et de préciser qu'« [i]l est vain d'espérer donner à la multitude d'un peuple un sentiment d'union en son sein sans admettre l'hostilité envers ceux qui s'opposent à lui. Si, tout d'un coup, on éteignait l'émulation qui est excitée de l'étranger, il est probable que l'on briserait ou affaiblirait les liens sociaux chez soi et que l'on fermerait les scènes les plus animées de l'activité et des vertus nationales³ ».

1. Adam Ferguson, *An Essay on the History of Civil Society*, Cambridge University Press, 1996, p. 25.

2. *Ibid.*, p. 28.

3. *Ibid.*, p. 29.

Le système occidental actuel aspire à représenter la totalité du monde et ne reconnaît plus l'existence d'un autre. Mais la leçon de Ferguson, c'est que si l'on ne reconnaît plus l'existence d'un autre, légitime, on cesse d'exister soi-même. La force de la Russie, au contraire, est de penser en termes de souveraineté et d'équivalence des nations : tenant compte de l'existence de forces hostiles, elle peut assurer sa cohésion sociale.

★

Le paradoxe de ce livre est que, partant d'une action militaire de la Russie, il nous amènera à la crise de l'Occident. L'analyse de la dynamique sociale russe des années 1990-2022, par laquelle je commencerai, se révélera simple et facile. Les trajectoires de l'Ukraine et des anciennes démocraties populaires, paradoxales à leur manière, n'apparaîtront quand même pas très compliquées. En revanche, l'examen de l'Europe, du Royaume-Uni et plus encore des États-Unis sera un exercice intellectuel plus difficile. Nous devons alors affronter illusions, reflets et mirages avant de pénétrer la réalité de ce qui ressemble de plus en plus à un trou noir : au-delà de la spirale descendante de l'Europe, nous trouverons, au Royaume-Uni et aux États-Unis, des déséquilibres internes d'une ampleur telle qu'ils en deviennent des menaces pour la stabilité du monde.

Ultime paradoxe, nous devons admettre que la guerre, expérience de la violence et de la souffrance, royaume de la sottise et de l'erreur, est quand même aussi un test de réalité. La guerre fait passer de l'autre côté du miroir, dans un monde où l'idéologie, les leurres statistiques, les

manquements des médias et les mensonges des États, sans oublier les délires du complotisme, perdent progressivement leur pouvoir. Une vérité simple apparaîtra : la crise occidentale est le moteur de l'histoire que nous vivons. Certains le savaient. Au terme de la guerre, personne ne pourra plus le nier.

CHAPITRE I

La stabilité russe

La solidité de la Russie a été l'une des grandes surprises de la guerre. Elle n'aurait pas dû l'être ; il était facile de la prévoir et il sera facile de l'expliquer. La vraie question est : pourquoi les Occidentaux ont-ils à ce point sous-estimé leur adversaire alors que ses atouts n'avaient rien de caché, que les données les concernant étaient accessibles ? Comment, avec une *intelligence community* de cent mille personnes rien qu'aux États-Unis, ont-ils pu s'imaginer que la coupure de Swift et les sanctions allaient réduire à merci ce pays de 17 millions de km², disposant de toutes les ressources naturelles possibles et qui, depuis 2014, s'était ouvertement préparé à faire face à de telles sanctions ?

Pour montrer l'énormité d'une erreur de perception qui s'est étalée sur toutes les années Poutine, partons du titre d'une chronique parue dans *Le Monde* le 2 mars 2022, signée de Sylvie Kauffmann, éditorialiste du journal : « Le bilan de Poutine à la tête de la Russie est une longue descente aux enfers d'un pays dont il a fait un agresseur. » Voilà comment le grand journal de référence français décrivait une période qui, après l'effondrement des années 1990, fut précisément celle de la sortie des enfers.

Il ne s'agit pas ici de dénoncer, de s'indigner, d'accuser de mauvaise foi – les personnes qui pensent ainsi sont sincères¹ –, mais de comprendre comment de telles absurdités ont pu être écrites alors qu'il était si facile de voir que la Russie allait beaucoup mieux.

*Une stabilisation réussie :
la preuve par la « statistique morale »*

Entre 2000 et 2017, phase centrale de la stabilisation poutinienne, le taux de décès par alcoolisme est tombé en Russie de 25,6 pour 100 000 habitants à 8,4, le taux de suicide de 39,1 à 13,8, le taux d'homicide de 28,2 à 6,2. Cela signifie, en chiffres bruts, que les décès par alcoolisme sont passés de 37 214 par an à 12 276, les suicides de 56 934 à 20 278 et les homicides de 41 090 à 9 048. Et c'est un pays qui a vécu cette évolution qu'on nous déclare pris dans « une longue descente aux enfers ».

En 2020, le taux d'homicide tombait encore plus bas : à 4,7 pour 100 000, soit six fois moins qu'à l'arrivée au pouvoir de Poutine. Et le taux de suicide, en 2021, était à 10,7, soit 3,6 fois moins. Quant à la mortalité infantile annuelle, elle est tombée de 19 pour 1 000 « enfants nés vivants » en 2000 à 4,4 en 2020, passant au-dessous du taux américain, de 5,4 (UNICEF). Or, ce dernier indicateur, dans la mesure où il concerne les personnes les plus faibles d'une société, est particulièrement significatif pour en évaluer l'état général.

1. Je remercie Olivier Berruyer de m'avoir fait comprendre qu'il était nécessaire de faire cette hypothèse : les élites occidentales étaient sincères.

Emmanuel Todd

LA DÉFAITE DE L'OCCIDENT

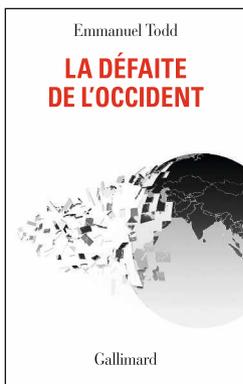
L'implosion de l'URSS a remis l'histoire en mouvement. Elle avait plongé la Russie dans une crise violente. Elle avait surtout créé un vide planétaire qui a aspiré l'Amérique, pourtant elle-même en crise dès 1980. Un mouvement paradoxal s'est alors déclenché : l'expansion conquérante d'un Occident qui dépérissait en son cœur.

La disparition du protestantisme a mené l'Amérique, par étapes, du néo-libéralisme au nihilisme ; et la Grande-Bretagne, de la financiarisation à la perte du sens de l'humour. L'état zéro de la religion a conduit l'Union européenne au suicide mais l'Allemagne devrait ressusciter.

Entre 2016 et 2022, le nihilisme occidental a fusionné avec celui de l'Ukraine, né lui de la décomposition de la sphère soviétique. Ensemble, OTAN et Ukraine sont venus buter sur une Russie stabilisée, redevenue une grande puissance, désormais conservatrice, rassurante pour ce Reste du monde qui ne veut pas suivre l'Occident dans son aventure. Les dirigeants russes ont décidé une bataille d'arrêt : ils ont défié l'OTAN et envahi l'Ukraine.

Mobilisant les ressources de l'économie critique, de la sociologie religieuse et de l'anthropologie des profondeurs, Emmanuel Todd nous propose un tour du monde réel, de la Russie à l'Ukraine, des anciennes démocraties populaires à l'Allemagne, de la Grande-Bretagne à la Scandinavie et aux États-Unis, sans oublier ce Reste du monde dont le choix a décidé de l'issue de la guerre.

*Emmanuel Todd est anthropologue, historien et essayiste. De lui, les Éditions Gallimard ont notamment publié *Après l'empire* (2002) et *Après la démocratie* (2008).*



La Défaite de l'Occident

Emmanuel Todd

Cette édition électronique du livre
La Défaite de l'Occident d'Emmanuel Todd
a été réalisée le 11 décembre 2023 par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782073041135 - Numéro d'édition : 616290).

Code produit : Q01113 - ISBN : 9782073041166.

Numéro d'édition : 616293.